

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.03.2026	2026-4	5.1	
DE FLERS	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

TD/JS

SEANCE N° 1 DU 20 MARS 2026
7 questions, numérotées de 2026-1 à 2026-7

DELIBERATION

**CHARTRE DE L'ELU LOCAL
COMMUNICATION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence successive de :

Yves GOADOUE, Maire sortant, pour l'installation
Andrée DUVAL, Doyen d'âge pour la question 1 (élection du Maire)
Jean-François BRISSET, Maire élu, pour les questions 2 à 7

Etaient invités Mesdames et Messieurs :

Conseillers : Jean-François BRISSET, Armelline SALLIOT, François LEPRINCE, Chantal GAUMER, Tâm NGUYEN, Agathe VERGER, Axel MOREL, Pauline DUCHESNE, Stéphane BÉNIS, Emmanuelle BERGOT, Georges LAVIGNE, Valérie GAUTRIN, Frédéric GAUCHÉ, Andrée DUVAL, Lucas PEYRELADE, Sylvie DUFOUR, Mohammed DIABI, Anne-Marie MORIN, Hugo PIOLINE, Sonia ROINEL, Romain LANGLOIS, Alexandra PORÉE, Jean-Claude CHEVIGNY, Sylvie GONTIER, Amar DIABI, Catherine HAVAS, Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Jérémy PRÉVOST, Leïla HARDY, Laurent JUMELINE, Cemile YANAR et Jean-Marc REMANDE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Gaëlle PIOLINE	Lori HELLOCO	Ensemble de la séance
Axel MOREL	Tâm NGYEN	

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2026-01 à 2026-07	31	33

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
16.03.2026	18H30	Agathe VERGER	19H30	23.03.2026	24.03.2026

R A P P O R T

présenté par

Le Maire élu

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	01	20.03.2026	N° d'ordre	N° délibération
				04	2026-4

OBJET**CHARTRE DE L'ÉLU LOCAL - COMMUNICATION**

TD/JS

Chers Collègues,

L'article L. 2121-7 du CGCT prévoit que « *Lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élu local mentionnée à l'article L. 1111-12. Le maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre.*

Selon l'article L. 1111-12 du CGCT « ... *Tout mandat local (...) se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local* ».

La charte de l'élu local est, en application de ces textes, la suivante :

⇒ Article L.1111-13 du code général des collectivités locales (C.G.C.T) :

1. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.
2. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.
8. L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat. Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.03.26	2026-4	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

⇒ Article L.1111-14 du code général des collectivités locales (C.G.C.T) :

9. Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de ses fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

10. Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le code général des collectivités locales (C.G.C.T).

11. Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

12. Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux.

13. Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.

14. Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes de la charte de l'élu local.

LE CONSEIL :

1 - PREND ACTE

de la lecture donnée par Monsieur le Maire de la charte de l'élu local dans les conditions fixées par l'article L. 2121-7 du code général des collectivités locales (C.G.C.T),

2 - PREND ACTE

de la remise d'une copie de la charte de l'élu local et des dispositions du chapitre III du titre 2 du livre 1er de la deuxième partie du C.G.C.T conformément aux dispositions de l'article L. 2121-7 du C.G.C.T. en ce qu'elle figure en annexe à la présente délibération.

CERTIFIÉ CONFORME.

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Agathe VERGER

Jean-François BRISSET